

Centre d'Excellence
Evidence – Policy – Action (EPA)

Écosystème des données probantes et des politiques de développement : Profil de la Côte d'Ivoire

Zamblé Théodore Goin Bi, Kounatcho Narcisse Kone, Ariel Hardy Houessou,
Rodrigue Castro Gbedomon, Fréjus Thoto, Diatou Ndiaye, Amadou Gueye,
Laure Tall & Cheick Oumar Ba



Août 2024

La présente étude a été réalisée sous le projet « 110286-001, Centre régional pour l'application des connaissances et l'élaboration de politiques publiques fondées sur les données probantes en Afrique de l'Ouest – pays francophones d'Afrique », grâce à une subvention de la Fondation William and Flora Hewlett, de la Fondation Robert Bosch, et du Centre de Recherches pour le Développement International du Canada.

Le projet 110286-001, plus connu sous le nom « Centre d'Excellence Evidence – Policy – Action » est mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative globale « Learning together to advance Evidence and Equity in Policymaking to achieve the SDGs (LEEPS)».

Citation

Goin Bi Z.T., K.N. Kone, A.H. Houessou, R.C. Gbedomon, S.F. Thoto, D. Ndiaye, A. Gueye, L.Tall et C.O. Ba (2024). **Écosystème des données probantes et des politiques de développement : Profil de la Côte d'Ivoire**. Rapport de recherche. 39 p. <https://doi.org/10.61647/aa15374>



Copyright ACED et IPAR, 2024

Image de couverture : Une femme scientifique utilisant un tableau de bord de données analytiques

Crédit photo : © Freepick

Dépôt légal : 16922

ISBN : 978-99982-2-447-6

DOI : <https://doi.org/10.61647/aa15374>



« Ce document est protégé par un droit d'auteur qui encourage le partage de la connaissance et de la créativité. » Il peut être partagé et redistribué à condition de citer nommément les auteurs.

Toute utilisation à des fins lucratives est strictement interdite. Toute modification, transformation, ou adaptation d'une manière quelconque du document doit requérir l'avis des auteurs.

« Les avis, opinions et jugements contenus dans ce document ne reflètent aucunement une position prise ni de ACED, ni de IPAR, et de leurs partenaires. Ils relèvent de la seule responsabilité des auteurs. »

Contents

Messages clés	4
Introduction	5
Structure de l'écosystème : caractérisation globale	8
Fonctionnement de l'écosystème	14
Besoins actuels et critiques en données probantes	22
Expériences innovantes d'utilisation de données probantes dans les processus décisionnels	27
Conclusion	29
Annexes	30
À propos des auteurs	35
Remerciements	38

Messages clés

- L'écosystème des données probantes et des politiques de développement en Côte d'Ivoire se caractérise par une diversité d'acteurs, englobant des entités étatiques, académiques et de la société civile. Dans ce système, la production des données probantes sur les politiques de développement est principalement assurée par les ministères à travers les directions techniques puis secondairement par les centres de formation et/ou Instituts de recherche, publics comme privés.
- L'écosystème des données probantes et des politiques de développement en Côte d'Ivoire se caractérise également par une fragmentation et un cloisonnement, avec un déficit notable de collaboration intersectorielle. Cette fragmentation compromet intrinsèquement la robustesse, la crédibilité et l'impact des données générées, restreignant ainsi leur capacité à informer efficacement la prise de décisions éclairées, à orienter l'élaboration des politiques publiques et à enrichir le corpus de la recherche académique.
- L'écosystème des données probantes et des politiques de développement en Côte d'Ivoire enregistre une dynamique progressive. La promulgation de la loi N°2022-966 du 14 décembre 2022, axée sur l'évaluation des politiques publiques, illustre une volonté manifeste de consolider l'usage des données probantes. Cette législation ambitionne d'insuffler une culture de transparence, de redevabilité et de rigueur méthodologique au sein des entités administratives publiques.

Introduction

Les décisions politiques revêtent une importance capitale dans l'orientation et le développement socio-économique des nations. Afin d'assurer une efficacité optimale et d'atteindre les objectifs de développement définis, il est impératif que les décisions politiques s'appuient sur des instruments d'aide à la décision rigoureux. Les données probantes, par leur nature empirique et vérifiable, se positionnent aujourd'hui comme des outils indispensables à la conception et à l'exécution des programmes de développement. Elles offrent des insights pratiquement incontestables sur divers domaines tels que la démographie, les activités économiques, les variations climatiques, ainsi que les besoins du point de vue de la santé et de l'éducation.

Par conséquent, pour améliorer l'utilisation des données probantes dans le cycle des politiques de sept pays francophones d'Afrique de l'Ouest notamment, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) mettent en œuvre l'initiative du Centre d'Excellence Evidence Policy Action. Ce Centre a été initié dans le cadre d'une initiative globale dénommée « *Learning together to advance Evidence and Equity in Policymaking to achieve the SDGs* » (LEEPS). LEEPS vise à promouvoir les politiques équitables et fondées sur des données probantes en Afrique afin de soutenir les objectifs de développement durable sur le continent.

L'opérationnalisation du Centre est envisagée à travers quatre programmes qui se basent sur une connaissance approfondie du système politique des données probantes (EPS) des pays. C'est la raison pour laquelle une étude a été réalisée avec pour objectif principal de comprendre les écosystèmes nationaux relatifs à la production, l'utilisation et l'intermédiation des données probantes. Le présent rapport se focalise spécifiquement sur la Côte d'Ivoire et vise à faire ressortir les éléments suivants :

- les acteurs majeurs et pertinents du système EPS, en mettant en lumière leurs rôles et contributions respectives ;
- les contraintes spécifiques entravant le fonctionnement optimal du système EPS ;
- les processus décisionnels, pour lesquels une demande de données probantes est manifeste ou potentielle ;
- et des expériences d'apprentissage intéressantes en matière de EIP (utilisation des données probantes pour informer les processus politiques).

Afin d'atteindre les objectifs fixés, une méthodologie structurée en trois phases distinctes a été mise en œuvre. Elle comprend une curation web, des ateliers de concertations et des entretiens avec des acteurs clés.

La curation de contenu web a consisté en une collecte systématique d'informations à travers un guide de web scraping, permettant ainsi d'obtenir une vue d'ensemble des initiatives, des acteurs et des défis relatifs au système EPS.

Les informations issues de la curation de contenu web et de l'atelier de concertation ont été complétées par des entretiens avec des acteurs clés et influents du paysage politique et institutionnel.

L'atelier de concertation pays a été organisé en mars 2024 à Abidjan et a réuni une quarantaine de participants issus de l'administration publique, des structures et institutions de recherche, des organisations de la société civile et d'informateurs clés (personnes ressources) spécialement invités pour la circonstance (voir liste de présence en annexe). La concertation a permis d'approfondir la caractérisation du système EPS, en se concentrant sur des éléments de fonctionnement, les principales contraintes rencontrées, les défis à relever, ainsi que les besoins de renforcement de capacités des différents acteurs impliqués.

Les thématiques d'intérêt autour desquelles les acteurs ont fait des réflexions et contributions ont été les suivantes : (i) Systèmes alimentaires, (ii) Développement humain (santé de reproduction, emploi des jeunes, éducation), (iii) Environnement (changement climatique, transition vers des économies à faible empreinte carbone, résilience au changement climatique), (iii) Fragilité et cohésion sociale (iv) Genre, équité, inclusion, diversité, et (v) Numérique.

01

Structure, acteurs et fonctionnement de l'écosystème des données probantes



Structure de l'écosystème : caractérisation globale

Les principaux acteurs de l'écosystème par secteur sont présentés à travers le tableau 1.

En effet, au niveau national, l'Institut National de la Statistique (INS) se positionne comme l'entité étatique prééminente en matière de production de données statistiques. Néanmoins, il convient de souligner que d'autres organismes contribuent également de manière substantielle à la production de données. Parmi ces entités, figurent les ministères sectoriels, les institutions académiques publiques, ainsi que divers centres de recherche tant nationaux qu'internationaux.

À l'échelle ministérielle, il est à noter la présence d'organes spécifiquement dédiés à la collecte d'informations stratégiques, destinées à être mises à la disposition des directions centrales. À titre illustratif, la Direction des Études, des Stratégies de la Planification et des Statistiques (DESPTS) au sein du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) se distingue par la production de données essentielles. Par ailleurs, au sein du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique (MINEDDTE), le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) ainsi que la Société pour le Développement des Forêts (SODEFOR) jouent un rôle prépondérant dans la génération de données probantes sur les questions environnementales. De façon similaire, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) et l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV) œuvrent activement pour le compte du Ministère en charge de l'Agriculture, contribuant ainsi à l'enrichissement du paysage informationnel national.

Concernant les institutions académiques et les centres de recherche, plusieurs entités se distinguent par leur contribution significative à la production de données scientifiques. Le Centre National de Recherche Agricole (CNRA), le Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIRES) ainsi que l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI), tous rattachés à l'Université Felix Houphouët Boigny, représentent des acteurs majeurs dans ce domaine. De plus, l'École Nationale de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) joue un rôle important en matière de formation et de production de données statistiques de haute qualité. Par ailleurs, des centres de recherche internationaux tels que le Centre Suisse de Recherche Scientifique et l'Institut de Recherche et Développement (IRD)

apportent une contribution significative à la production de données à l'échelle nationale.

Les structures intermédiaires, notamment les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les associations de producteurs agricoles, jouent également un rôle non négligeable dans la collecte et la diffusion de données probantes, en complémentarité avec les institutions étatiques et académiques.

Les utilisateurs de ces données sont variés et englobent les acteurs gouvernementaux, les chercheurs universitaires, les entreprises du secteur privé, ainsi que les établissements financiers.

Tableau 1 : Liste des acteurs par thématique et leurs rôles

Catégories	Acteurs	Rôle principal		
		Production	Inter-médiation	Utilisation
Systèmes alimentaires				
Administration	Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MEMINADER)	x		
	MEMINADER/ Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	x		
	Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique (MINEDDTE)	x		
	Primature/ Plateforme Nationale Multisectorielle d'Informations pour la Nutrition (PNMIN)	x		
	MEMINADER/ Agence pour le Développement de la Filière RIZ (ADERIZ)			x
Formation / Recherche	Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)	x		
	Institut National Polytechnique Félix HOUPHOUËT-BOIGNY (INP-HB)	x		
	Centre Suisse de Recherche Scientifique (CSRS)	x		
	Institut National de Statistiques (INS)	x		
	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA)			x

Catégories	Acteurs	Rôle principal		
		Production	Inter-médiation	Utilisation
OSC	Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI)			x
	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV)			x
	Inades Formation Côte d'Ivoire	x		
	PAM, ACF, ADRAO, Centre d'Excellence Régional Contre la Faim et la Malnutrition, Banque Alimentaire de Côte d'Ivoire, Réseau national des Agro – Transformatrices de Côte d'Ivoire (RETPACI), ECLOSION.			x
	Association pour la Production du Riz en Côte d'Ivoire (APRICI)			x
Organismes Techniques et Financiers	Banque Mondiale, BAD, FAO, GIZ, Barry Callebaut, UEMOA	x		
Développement humain (santé de reproduction, emploi des jeunes, éducation)				
Administration	Ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture Maladie universelle			x
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique			x
	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation			x
	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage			x
	Ministère de la Femme, la Famille et de l'Enfant			x
	MENA/ Direction Des Études, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques	x		

Catégories	Acteurs	Rôle principal		
		Production	Inter-médiation	Utilisation
Formation / Recherche	Institut National de Statistiques (INS)	x		
	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)	x		
	École Nationale de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA)	x		
	Université Felix Houphouet-Boigny Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIRES), Institut de recherche en Éducation et Expérimentation en Pédagogie (IREEP), Centre de Recherche Microéconomique du Développement (CREMIDE), Institut des Sciences Anthropologique de Développement (ISAD),	x		
	Université Alassane OUATTARA Chaire Unesco de Bioéthique	x		
ONG	Alliance Côte d'Ivoire.			x
	Réseau Ivoirien pour l'Education Pour Tous (RIP – EPT), Graines de Paix, Organisation des Parents d'Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (OPEECI), ONG Soleil levant, ONG Lumière, Centre Islamique d'Actions Sociales (CIEAS), Fédération Ivoirienne des Associations et Clubs UNESCO (FIACU), Association Ivoirienne de Recherche en Éducation (AIRE), Save The Children, International Rescue Committee (IRC)	x		
Organismes Techniques et Financiers	AUF, UNESCO, BAD, Banque Mondiale, UNICEF, PNUD, UEMOA	x		

Environnement (changement climatique, transition vers des économies à faible empreinte carbone, résilience au changement climatique)

Administration	MEMINADER			x
	Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)			x
	MINEDDTE			x
	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	x		
	Société en Charge de L'Exploitation du Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM)	x		
	Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)	x		
	Société de Développement des Forêts (SODEFOR)	x		

Catégories	Acteurs	Rôle principal		
		Production	Inter-médiation	Utilisation
Formation / Recherche	Centre Suisse de Recherche Scientifique, Université de Jean Lorougnon GUEGE de Daloa, Université Nangui ABROGOUA d'Abobo – Adjamé, Station d'écologie de Lamto	x		
ONG	Green – Ivory, ONG Page verte , Jeune volontaire pour l'environnement, ONG IMPACTUM, ONG Nature – Résiliente, ONG Sauvons l'Environnement	x		
Organismes Techniques et Financiers	BAD, Centre d'Investissement Climatique (CIF), CIRAD, GIZ, AUF, Fonds français pour l'Environnement Mondial (FFEM), PNUE	X		
Numérique				
Administration	Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation			x
	MEMINADER			x
	Ministère du Commerce et de l'Industrie			x
	Centre National de Télédétection et d'Information Géographique	x		
	Agence Nationale du Service Universel de Télécommunications – TIC			x
	Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI)			x
	Formation / Recherche	Centre Nationale de Recherche Agronomique (CNRA)	x	
Formation / Recherche	Institut National de Statistiques (INS)	x		
	Société en Charge de L'Exploitation du Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM)	x		
ONG	Fondation Orange, Vision Côte d'Ivoire Numérique, Fondation Côte d'Ivoire Numérique, Initiative Drogba pour l'Alphabétisation Numérique en Afrique (IDANAA), Réseau International des Femmes Expertes du Numérique, A 'numérique Côte d'Ivoire	x		
Organismes Techniques et Financiers	AUF, GIZ, BAD, BOAD, PNUD, UNESCO	x		

Source : Contenu de curation Web, Profil EPS Côte d'Ivoire, 2024

Dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, l'écosystème est très étoffé avec de nombreuses structures gouvernementales et para publiques. Cette structure s'explique par le fait que la Côte d'Ivoire depuis son accession à l'indépendance a basé son économie sur l'agriculture. Ainsi, elle a développé un dispositif solide autour de la production du Cacao et du café principalement.

L'écosystème du développement humain est également étoffé entre les acteurs étatiques et les organisations de la société civile. En effet, les secteurs de la santé et de l'éducation sont les piliers de la politique sociale en Côte d'Ivoire. Ces deux secteurs captent une part importante du budget national et des aides internationales.

La question de l'environnement est certes une préoccupation importante et d'actualité, néanmoins elle peut être considérée comme une thématique récente. L'écosystème est en construction avec moins d'acteurs que les deux secteurs précédents. Les acteurs impliqués sont eux-mêmes dans la phase de développement de leurs activités. C'est un domaine vaste qui a encore besoin de ressources pour se développer et produire des données probantes fiables et en quantité.

Le numérique comme enjeu sociétal est une question relativement récente. L'écosystème est donc en phase de croissance.

Fonctionnement de l'écosystème

Relations entre les acteurs

Les acteurs de l'écosystème des données probantes et des politiques de développement en Côte d'Ivoire entretiennent entre eux diverses relations de nature et d'intensité variées (Figure 1).

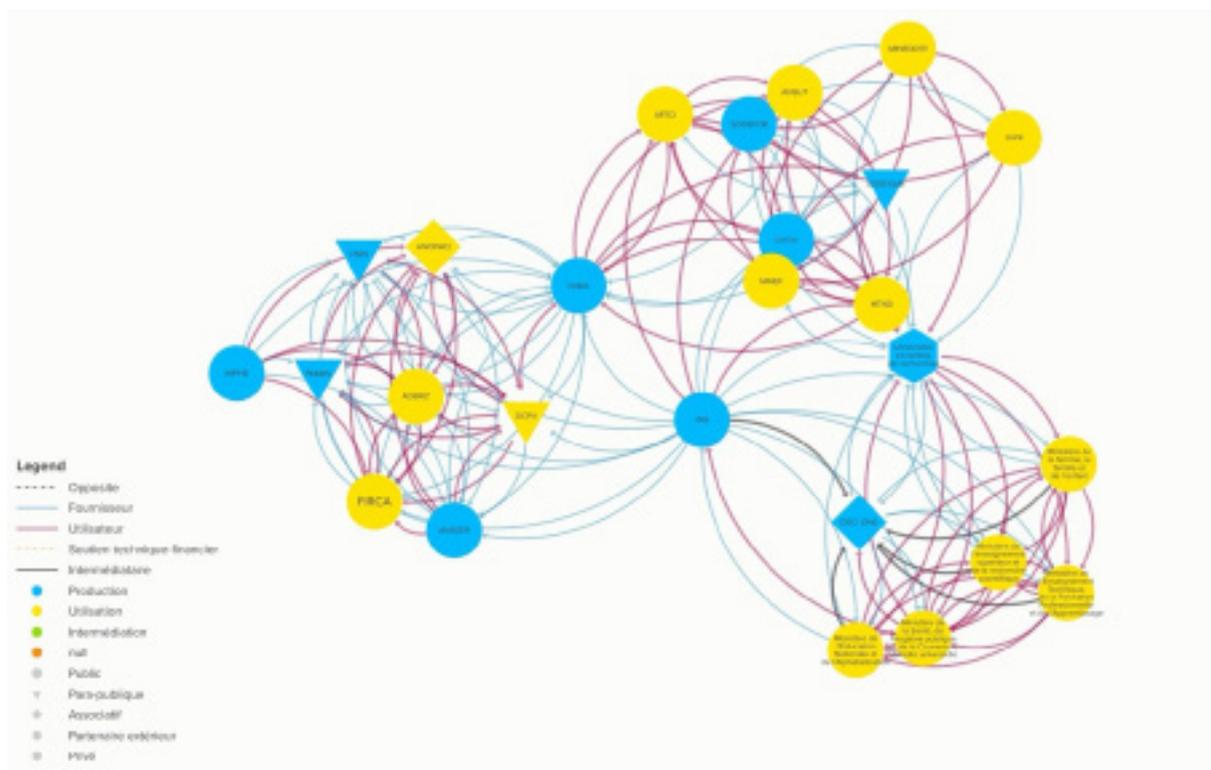


Figure 1 : Réseau des relations entre les acteurs de l'écosystème des données probantes et des politiques de développement en Côte d'Ivoire

L'écosystème présente toutefois des caractéristiques de fragmentation et de cloisonnement entre les différents acteurs impliqués. Cette situation se traduit par une faible interconnexion et interaction entre ces entités, entravant ainsi l'émergence d'un véritable écosystème intégré de données probantes. Au lieu d'un système harmonieux et collaboratif, on observe plutôt la prolifération d'îlots isolés de collecte et de traitement de données, opérant souvent de manière indépendante et sectorielle. Prenons l'exemple du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation. Les données qu'il collecte et produit sont principalement orientées vers les besoins spécifiques et les activités internes de ce ministère. Ces données sont

rarement mises en relation ou partagées de manière collaborative avec d'autres ministères pertinents tels que ceux de la Santé ou de l'Agriculture. Cette situation est également manifeste au sein même du secteur éducatif, où l'absence de synergie entre le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation, le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, ainsi que le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, limite la cohérence et l'intégration des données produites.

L'absence de coopération et de coordination entre ces différents acteurs engendre des lacunes et des incohérences dans la collecte, l'analyse et l'interprétation des données. Cette situation compromet sérieusement la fiabilité et la robustesse des données probantes générées. En effet, dans un même secteur d'activité, il n'est pas rare d'observer des variations significatives entre les données produites par différentes entités, rendant difficiles leur comparabilité et leur utilisation efficace pour la prise de décision éclairée.

De plus, cette fragmentation et cette absence de collaboration contribuent à réduire l'efficacité et l'impact des données probantes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que dans la conduite de recherches scientifiques et académiques. Pour pallier ces défis, il est impératif de promouvoir une culture de coopération, de partage et d'interopérabilité entre les acteurs concernés, afin de favoriser l'émergence d'un véritable écosystème intégré de données probantes en Côte d'Ivoire (Tableau 2).

Tableau 2 : Relations entre les acteurs des systèmes alimentaires

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10
A1 : CNRA	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
A2 : CSRS	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
A3 : ANADER	>	>	>	<	<	<	<	<	<	>
A4 : FIRCA	<	<	<	<	<	<	<	<	<	<
A5 : INPHB	<	<	<	<	<	<	<	<	<	<
A6 : OCPV	>	<	<	<	<	>	>	>	>	>
A7 : ADERIZ	<	<	<	<	<	<	>	<	<	<
A8 : ANOPACI	<	<	<	<	<	<	<	>	<	<
A9 : INS	>	>	>	>	>	>	>	>	>	>
A10: PNMIN	<	<	<	<	<	<	<	<	<	>

Le CNRA (A1) qui est le principal centre de recherche agronomique national en Côte d'Ivoire est en contact avec tous les autres acteurs du système alimentaire. Il met à la disposition des autres entités, les données issues de

ses recherches. Le Centre Suisse de Recherche Scientifique (A2) qui est le principal centre de recherche étranger installé en Côte d'Ivoire coopère fortement avec le CNRA, l'ANADER (A3) spécialisée dans l'encadrement des paysans et le FIRCA (A4) qui est en charge du financement dans le domaine agricole. L'Institut National de la Statistique (INS), qui produit les données pour le compte de l'État, est en rapport avec les autres institutions qui interviennent dans le secteur de l'agriculture. Les entités A1, A2, A3 et A9 sont les principales productrices de données probantes, alors que les autres entités sont, utilisatrices de ces données. Les structures qui produisent des données entretiennent des liens forts avec les autres (Tableau 3). Par contre, celles qui utilisent les données ont des liens faibles entre elles.

Tableau 3 : Relations entre les acteurs du développement humain

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9
A1 : MSHPCMU	>	>	>	>	>	>	>	>	>
A2 : MESRS	<	>	<	<	<	<	<	<	<
A3 : MENA	<	>	>	<	<	<	<	<	<
A4 : METFPA	<	>	>	>	<	<	<	<	<
A5 : MFFE	>	>	>	>	>	<	<	<	<
A6 : INS	>	>	>	>	>	>	<	<	<
A7 : Universités et centres de recherche	<	<	<	<	<	<	>	>	>
A8 : OSC/ ONG	<	<	<	<	<	<	<	>	>
A9 : OTF	>	>	>	>	>	>	>	>	>

Dans le secteur du développement humain, le MSHPCMU (A1) a des liens forts avec les autres entités. Il est le principal producteur de données probantes. L'INS (A6), qui produit les données pour le compte de l'État, est en rapport avec les autres institutions qui interviennent dans le secteur du développement humain. Les OTF sont également très actives dans la production de données probantes et sont en lien fort avec les autres entités. Le MESRS (A2) et le MENA (A3) produisent aussi des données mais ils n'entretiennent pas de liens forts avec les autres entités (Tableau 5). Il en est de même pour le METFPA et le MFFE qui se trouvent dans la même configuration (Tableau 5).

Tableau 4 : Relations entre les acteurs de l'environnement

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5
A1 : MINEF	>	>	>	>	>
A2 : MINEDDTE	>	>	>	>	>
A3 : SODEFOR	>	>	>	>	>

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5
A4 : OIPR	>	>	>		>
A5 : UNIVERSITÉS ET CENTRES DE RECHERCHE	>	>	>	>	

Dans le domaine relatif à l'environnement, peu d'acteurs interviennent, mais nous observons des liens forts entre les différents acteurs (Tableau 5). Deux ministères clés, le MINEF (A1) et le MINEDDTE (A2) sont en charge des questions environnementales et des institutions nationales comme la SODEFOR (A3) et l'OIPR (A4) qui s'occupent de la protection des forêts, des parcs et des réserves. Les ministères et ces institutions nationales produisent des données probantes. Les universités et centres de recherche produisent également de données probantes en lien avec ces ministères et institutions nationales. Dans ce domaine, on observe une coopération renforcée entre les acteurs (Tableau 5).

Tableau 5 : Relations entre les acteurs du numérique

Acteurs	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7
A1 : MTND		>	>	>	>	>	>
A2 : ANSUT	<		>	<	<	<	<
A3 : ARTCI	<	>		>	>	>	>
A4 : CNRA	<	<	<		<	>	>
A5 : INS	<	<	<	<		>	<
A6 : SODEXAM	<	>	>	>	>		>
A7 : CNTIG	<	<	<	<	<	>	

Dans le domaine du numérique, le MTND (A1), l'ARTCI (A2) et le SODEXAM (A6) ont des relations fortes avec les autres entités. L'ARTCI et la SODEXAM sont les principales productrices de données probantes. Les autres structures entretiennent des liens faibles car elles sont des utilisatrices de données produites.

Instruments d'orientation en matière de politiques informées par les données probantes

En Côte d'Ivoire, le cadre juridique et institutionnel en matière d'évaluation des politiques publiques a connu une avancée significative avec l'adoption de la loi N°2022-966 du 14 décembre 2022 relative à l'évaluation des politiques

publiques. Cette législation ambitieuse vise principalement à instaurer et à consolider une culture de transparence et de redevabilité au sein des structures administratives de l'État.

L'article 24 de cette loi revêt une importance particulière en établissant le principe fondamental de la transparence dans le processus d'évaluation des politiques publiques. Conformément à ce principe, la conduite des évaluations doit se caractériser par la clarté, la franchise et la rigueur méthodologique. La transparence, dans ce contexte, englobe non seulement la manière dont les évaluations sont réalisées, mais aussi la diffusion et l'accessibilité des résultats obtenus, garantissant ainsi une meilleure compréhension et une appropriation par l'ensemble des parties prenantes et du public.

Besoins en capacités pour la production, l'accès et l'utilisation des données probantes

Cette section indique les principaux gaps ou besoins de renforcement de capacités par thématique en fonction des catégories d'acteurs (Tableau 6).

Tableau 6 : Répartition des besoins et des points d'attention par catégorie d'acteurs

Catégories d'acteurs	Gaps/besoins en capacités	Points d'attention
Systemes alimentaires		
Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et compétences en matière de recherche et d'analyse de données ; • Formation en gestion des données ; • Accès aux données ; • Financement et ressources ; • Collaboration et partage des connaissances ; • Matériel de collecte ; • Collaborations et réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect du cadre réglementaire et politique de données ; • Renforcement des capacités des ressources humaines à la collecte des données avec l'appui de l'ANStat
Inter médiateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration et partage des connaissances ; • Formation en collecte et gestion des données ; • Collaborations et réseaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect de la réglementation en vigueur.

Catégories d'acteurs	Gaps/besoins en capacités	Points d'attention
Utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Formation à l'analyse et l'interprétation des données • Formation à l'usage du flux RSS. 	<ul style="list-style-type: none"> • Référencement des sources de données.
Développement humain (santé de reproduction, emploi des jeunes, éducation)		
Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation des résultats des travaux de recherches sur : • L'étude sur la fiscalité au niveau national ; • L'étude d'évaluation des politiques publiques en faveur de l'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire ; • Le projet de recherche sur la protection de la petite enfance et l'autonomisation de la femme (Côte d'Ivoire et Burkina Faso). 	<ul style="list-style-type: none"> • Cellule d'Analyse de Politique Economique du CIRES (CAPEC) ; • Valorisation et communication des résultats de collecte de données à l'adresse des dirigeants et des experts.
Utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'accessibilité des décideurs politiques et des praticiens aux données probantes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cellule d'Analyse de Politique Économique du CIRES (CAPEC) ; • Chercheurs, doctorants, scientifiques.
Environnement (changement climatique, transition vers des économies à faible empreinte carbone)		
Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs des ministères techniques concernés par l'action climat sur les outils et le guide. 	<ul style="list-style-type: none"> • MINEDDTE et autres Ministères techniques concernés par l'action climatique ; • Cadre Législatif et Réglementaire Inadéquat ; • Déficit de Coordination Intersectorielle.
Utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'un guide de référence méthodologique pour la planification, la collecte, et l'évaluation des données climatiques et des politiques sectorielles connexes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limitations des Capacités Institutionnelles ; • Déficit d'ordre politique ;
Inter médiateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitation des échanges entre praticiens et décideurs politiques, favorisant l'apprentissage mutuel et l'adoption de bonnes pratiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation intersectorielle des données probantes sur l'action climat au niveau des ministères techniques.

Catégories d'acteurs	Gaps/besoins en capacités	Points d'attention
Numérique		
Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la digitalisation du secteur public 	<ul style="list-style-type: none"> • Recenser et harmoniser les projets de digitalisation dans les ministères
Utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des acteurs du numérique 	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner le ministère à la fourniture des données probantes

- Les acteurs rencontrés dans les différents secteurs producteurs de données probantes ont identifié des faiblesses institutionnelles qui sont d'ordre humain et matériel. Au niveau humain, il est observé une insuffisance quantitative et qualitative du personnel dédié à la collecte et au traitement des données. Au niveau matériel, les instruments de collecte de données ainsi que les infrastructures sont insuffisants pour une production de données pertinentes et régulièrement actualisées.
- De plus, bien qu'il existe un cadre législatif sur l'évaluation des politiques publiques en Côte d'Ivoire, la mise en œuvre présente certaines limites dont : (i) les difficultés d'accès aux données probantes produites, (ii) le manque de coordination entre les différentes entités productrices de données, (iii) la faible utilisation des données probantes dans le processus décisionnel de l'État.

02

**Besoins critiques
et innovations dans
l'utilisation des données
probantes dans les
processus décisionnels**

Besoins actuels et critiques en données probantes

Les acteurs de l'écosystème des données probantes et des politiques de développement en Côte d'Ivoire ont identifié des besoins actuels et critiques en données probantes en relation avec les processus politiques en cours dans le pays. Ces besoins sont synthétisés dans le tableau 7.

Tableau 7 : Nature des besoins et leurs points d'attention par processus décisionnel

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Systèmes alimentaires		
Projet de développement des chaînes de valeurs vivrières (PDC2V) 21-27	Mobilisation et valorisation des données probantes pour informer le processus en vue du passage à l'échelle (ADERIZ)	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation à mi-parcours ; • Collecte de données ; • Consultation ; • Contrôler des données d'inflation liées au problème de transport
Étude statistique des préférences alimentaires des ivoiriens face aux risques d'insécurité alimentaire dans les 31 régions de la Côte d'Ivoire	Information du processus en données probantes sur les produits les plus consommés par les ivoiriens et comment rendre la production massive (APRICI, ANADER, CNRA, ADERIZ)	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte de données ; • Consultation.
Projet de Digitalisation de la Filière de Riz	Renforcement de capacités des acteurs de la filière sur les outils de digitalisation (ADERIZ)	<ul style="list-style-type: none"> • Formation

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Développement humain (santé de reproduction, emploi des jeunes, éducation)		
Renforcement des capacités sur différentes thématiques + appuis à la valorisation des données	Identification des besoins en matière de production et de valorisation des données probantes en Côte d'Ivoire (CAPEC).	<ul style="list-style-type: none"> • Connect-EPA pour les rencontres B2B (CAPEC avec les praticiens et le secteur privé et B2G (CAPEC avec les acteurs gouvernementaux)
	Renforcement de capacités visant à promouvoir les politiques informées par les données probantes (EIP) en Côte d'Ivoire et dans la sous-région	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en ligne
	Identification et répertoire des résultats de recherches et de thèses nécessaires à la valorisation	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse situationnelle
	Capitalisation et valorisation des résultats des différentes productions réalisées par les chercheurs de la CAPEC et les universitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la mobilisation des experts pour la production des Policy briefs ; • Valorisation des résultats des études, recherches et thèses (étude sur la fiscalité, étude sur l'impact des politiques publiques en faveur de l'emploi des jeunes, étude sur la protection de la petite enfance et autonomisation des femmes, thèse sur la question de l'occurrence des accidents dans les transports routiers en Côte d'Ivoire).
	Mise en application des outils innovants de collecte, d'analyse et de production des données probantes	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des experts, chercheurs et praticiens à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la mobilisation et la valorisation des données probantes
	Renforcement de la communication et la diffusion des données de recherches	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation digitalisée, e-marketing des connaissances, dynamisation du site web en version bilingue

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Agence Emploi Jeunes (AEJ)	Évaluation des impacts des programmes et politiques publics de promotion de l'emploi des jeunes à l'endroit de la population (CAPEC, INS, Agence Emploi Jeune).	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête de satisfaction, Collecte de données, Analyse de chaque programme ; • Appréhender les Inégalités de genre sur l'emploi ; • Connaître la Durabilité de l'emploi ; Analyser la décence des emplois.

Environnement (changement climatique, transition vers des économies à faible empreinte carbone)

	Appui à la création et l'opérationnalisation d'un cadre institutionnel pour la collecte et l'analyse des données probantes relatives à l'impact des centres d'enfouissement technique et à la limitation d'âge des véhicules importés	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un dispositif réglementaire et institutionnel
	Guide de référence méthodologique pour la planification, la collecte, et l'évaluation des données climatiques et des politiques sectorielles connexes	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'un guide méthodologique
Renforcement de capacités techniques et institutionnelles du PNCC	Développement des outils pour assurer la vérification et la qualité des données utilisées dans les politiques climatiques, garantissant ainsi la fiabilité des informations pour la prise de décision	<ul style="list-style-type: none"> • Outils de vérification de la qualité des données
	Concevoir un outil spécifique permettant de mesurer et de rendre compte de l'efficacité des actions climatiques	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'un outil de redevabilité sur le changement climatique
	Formation des acteurs des ministères techniques sur l'utilisation des outils méthodologiques et des guides élaborés, augmentant ainsi leur compétence et leur efficacité opérationnelle.	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de capacités des acteurs ministériels

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Mobilisation des données probantes	Facilitation de la coordination efficace entre les différents ministères pour la mobilisation des données probantes, assurant une cohérence et une intégration optimale des informations.	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination intersectorielle des données climatiques
	Amélioration de l'accès du PNCC aux données probantes nécessaires pour informer et guider les processus décisionnels.	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitation de l'accès aux données
	Appui technique pour l'analyse et l'interprétation des données probantes, renforçant ainsi la capacité du PNCC à utiliser ces données de manière efficace.	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à l'analyse et à l'interprétation des données
Communication et partage des connaissances	Mise en place des ateliers et des formations pour promouvoir l'utilisation des données probantes dans l'élaboration des politiques climatiques	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'ateliers et de formations
	Elaboration et diffusion de notes d'information, des guides, et d'autres ressources pertinentes sur les questions de changement climatique et de développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion de ressources et d'informations
	Création d'opportunités pour des échanges réguliers et le partage d'expériences entre les praticiens et les décideurs politiques, favorisant l'apprentissage mutuel et l'adoption de bonnes pratiques.	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitation des échanges entre praticiens et décideurs
Orpillage clandestin	Influence sur le développement des forêts (Ministère de l'Environnement, Ministère des Mines et de l'Énergie, la CAPEC).	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête dévaluation ; • Connaître le niveau de dégradation des sols ; • Évaluer le niveau de dégradation de la faune et de la flore.
Impact des centres d'enfouissement technique au niveau du secteur déchets sur le changement climatique	Impact du processus sur le changement climatique et l'avancée de la stratégie climat (PNCC).	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations, Collecte des données ; • Évaluation de l'impact du processus en données probantes sur l'impact des centres sur le changement climatique.

Processus décisionnels	Nature du besoin en données probantes	Points d'attention
Impact de la limitation d'âge des véhicules importés sur la réduction des émissions de CO2 et la transition bas Carbone	Impact du processus sur le changement climatique et l'avancée de la stratégie climat (PNCC, Ministère en charge de l'Environnement).	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations, Collecte des données ; • Evaluation de l'impact du processus en données probantes sur l'impact des centres sur le changement climatique.
Numérique		
Développement des compétences numériques	Cartographie des nouveaux métiers du numériques (Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation, Fondation jeunesse Numérique).	<ul style="list-style-type: none"> • Etude cartographique, analyse situationnelle ; • Connaître les nouveaux métiers du numérique ; • Connaître les acteurs de ce secteur d'activité ; • L'espérance de vie de ces nouveaux emplois.
Digitalisation du secteur public	Besoins de données sur le nombre exact de formes intervenants dans le secteur du numérique ; Besoins de données sur les nombres exacts de métiers du numérique existants jusqu'en 2023.	<ul style="list-style-type: none"> • Recensement et harmonisation des projets de digitalisation dans les ministères

Expériences innovantes d'utilisation de données probantes dans les processus décisionnels

Dans le paysage national, plusieurs expériences ont été menées pour favoriser l'intégration des données probantes dans le cycle décisionnel des politiques publiques. Ces expériences, qui ont mis en œuvre des outils aussi bien systémiques que catalytiques ou pratiques, sont brièvement abordées ci-après et seront documentées en détails dans des notes de capitalisation.

PLATEFORME e-grenier

Conçue en 2022 par l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV), la plateforme a été créée pour faciliter le commerce des produits vivriers et diffuser de l'information entre les acteurs agricoles en vue de moderniser l'agriculture vivrière à travers la facilitation de l'accès des marchés aux agricultrices et actrices de la chaîne de valeur des produits agricoles.

Initiative IPORA : Interdisciplinary Policy Oriented Research in Africa (une initiative concertée de l'Université d'Houphouët Boigny avec les universités d'Addis Abeba, de Rabat et de Bordeaux)

Le projet *Interdisciplinary Policy-Oriented Research on Africa* (IPORA), grand programme de recherche (GPR) de l'Université de Bordeaux, a pour objectif de construire une plateforme de recherche interdisciplinaire internationale capable de produire des connaissances scientifiques utilisables par les décideurs des politiques publiques pour faire face aux grands défis du continent africain dans les domaines de la santé, de l'économie et de la gouvernance. Ce projet est le fruit d'une collaboration entre l'Université de Bordeaux, l'Université d'Addis Abeba, l'Université Félix-Houphouët-Boigny, et l'Université Internationale de Rabat (UIR).

L'expérience de la Plateforme Nationale d'Information Nutritionnelle (PNIN)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2016-2020, le Gouvernement ivoirien bénéficie de l'appui financier de l'Union Européenne (UE) et l'appui technique d'UNICEF pour

mettre en place un système efficace de recueil de l'information en nutrition. Cette initiative vise à renforcer les capacités nationales pour collecter et analyser l'information et les données issues de tous les secteurs concernés par la nutrition en vue d'orienter la prise de décision et les investissements en nutrition. En Côte d'Ivoire, la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Informations (PNMIN) pour la Nutrition dont la Coordination Nationale est assurée par le Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le Développement de la Petite Enfance (SE-CONNAPE) facilite le dialogue multisectoriel et multi-acteur sur la nutrition, appuie l'utilisation des informations et données existantes afin de développer et ajuster les politiques et programmes visant à prévenir la malnutrition. L'objectif de l'initiative PNMIN est de contribuer à la réduction de la sous-alimentation chronique afin d'atteindre les cibles à l'horizon 2025. Il s'inscrit pleinement dans le Plan National Multisectoriel de Nutrition et dans le Plan d'Action Nutrition de l'Union Européenne concernant l'amélioration de la base de connaissances et des évidences, de l'information et de la redevabilité relatives à la nutrition.

West Africa Capacity-building and Impact Evaluation (WACIE)

Le programme WACIE est une initiative régionale visant à promouvoir l'institutionnalisation de l'évaluation dans les systèmes gouvernementaux des huit pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Cette initiative, qui s'étend sur plusieurs années, vise à promouvoir l'institutionnalisation de l'évaluation dans les administrations publiques des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'initiative Internationale pour l'Evaluation d'Impact (3ie) et le Gouvernement du Bénin se sont associés pour diriger la conception et la mise en œuvre de ce programme.

Dans un premier temps, une étude exploratoire sera menée dans chaque pays pour recenser les évaluations d'impact existantes et les demandes en la matière. Les capacités des principales parties prenantes d'Afrique de l'Ouest à réaliser, analyser et diffuser des évaluations d'impact et des revues systématiques des données probantes seront également évaluées. À partir des conclusions de cette étude, 3ie et le gouvernement du Bénin travailleront avec les membres du programme WACIE à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités spécifique pour chaque cible. Ils s'emploieront également à promouvoir et à produire des données rigoureuses de qualité et à encourager un dialogue permanent avec les principales parties prenantes pour assurer la diffusion et l'utilisation des données probantes.

Conclusion

L'écosystème des données probantes et des politiques de développement en Côte d'Ivoire se caractérise par une diversité d'acteurs, englobant des entités étatiques, académiques et de la société civile. Toutefois, cette riche pluralité d'intervenants n'a pas engendré une synergie harmonieuse, mais plutôt une fragmentation préjudiciable, marquée par un déficit notable de collaboration intersectorielle. Cette fragmentation compromet intrinsèquement la robustesse, la crédibilité et l'impact des données générées, restreignant ainsi leur capacité à informer efficacement la prise de décisions éclairées, à orienter l'élaboration des politiques publiques et à enrichir le corpus de la recherche académique.

Paradoxalement, le paysage juridique et institutionnel ivoirien manifeste une dynamique progressive. La promulgation de la loi N°2022-966 du 14 décembre 2022, axée sur l'évaluation des politiques publiques, illustre une volonté manifeste de consolider l'usage des données probantes. Cette législation ambitieuse, se propose de développer une culture intrinsèque de transparence, de redevabilité et de rigueur méthodologique au sein des entités administratives étatiques.

Dans cette optique d'optimisation et de valorisation des données probantes et de recours aux données probantes dans les prises de décision, le Centre d'Excellence se présente comme une initiative stratégique et opportune. A cet égard, le Centre d'Excellence EPA peut catalyser une mise en synergie efficace des divers acteurs impliqués, afin de favoriser l'émergence d'un écosystème national cohérent et intégré, à travers notamment la conception et le déploiement de modules de formation et de renforcement des capacités. Ces programmes peuvent viser à outiller les différents intervenants, tant au niveau étatique qu'académique et civil, en vue de garantir la production de données d'une fiabilité et d'une pertinence irréprochables.

Pour surmonter les défis inhérents à la fragmentation actuelle et pour libérer le potentiel intrinsèque des données probantes en Côte d'Ivoire, une approche holistique et collaborative est impérative.

L'instauration du Centre d'Excellence, doublée d'une démarche de renforcement des capacités sur mesure, représente une stratégie prometteuse et viable pour instaurer une dynamique d'harmonisation, de qualité et d'efficacité au sein de l'écosystème des données probantes.

Annexes

Sigles et abréviations

ACED	: Centre Africain pour le Développement Équitable
ACF	: Action Contre la Faim
ADERIZ	: Agence pour le Développement de la Filière Riz
ADRAO	: Association pour le Développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest
AIRE	: Association Ivoirienne de Recherche en Éducation
ANADER	: Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANOPACI	: Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles
ANSUT	: Agence Nationale du Service Universel de Télécommunications - Tic
APRICI	: Association pour la Production du Riz en Côte d'Ivoire
ARTCI	: Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire
AUF	: Agence Universitaire de la Francophonie
BACI	: Banque Alimentaire de Côte d'Ivoire
BAD	: Banque Africaine de Développement
BM	: Banque Mondiale
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
CERFAM	: Centre d'Excellence Régional Contre la Faim et la Malnutrition
CIAPOL	: Centre Ivoirien Antipollution
CIEAS	: Centre Islamique d'Actions Sociales
CIF	: Centre d'Investissement Climatique
CIRAD	: Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CIRES	: Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales
CNRA	: Centre National de Recherche Agricole
CNTIG	: Comité National de Télédétection et d'Information Géographique
CSRS	: Centre Suisse de Recherche Scientifique

DESPS	: Direction des Études, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques
EIP	: Evidence – Informed Policy
ENSEA	: École Nationale de Statistique et d'Économie Appliquée
EPS	: Evidence-Policy-Action
FAO	: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FFEM	: Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FIACU	: Fédération Ivoirienne des Associations et des Clubs UNESCO
FIRCA	: Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
GIZ	: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IDANAA	: Initiative Drogba pour l'Alphabétisation Numérique en Afrique
INPHB	: Institut National Polytechnique Felix Houphouët Boigny
INS	: Institut National de la Statistique
IPAR	: Initiative Prospective Agricole et Rurale
IPCI	: Institut Pasteur de Côte d'Ivoire
IRC	: International Rescue Committee
IRD	: Institut de Recherche et Développement
MEMINADER	: Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MENA	: Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
MESRS	: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
METFPA	: Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
MFFE	: Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
MINEDDTE	: Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique
MINEF	: Ministère des Eaux et Forêts
MSHPCMU	: Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle
MTND	: Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation
OCPV	: Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
OIPR	: Office Ivoirien des Parcs et Réserves

OPEECI	: Organisation des Parents d'Élèves et Étudiants de Côte d'Ivoire
OSC	: Organisations de la Société Civile
OTF	: Organismes Techniques et Financiers
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PNMIN	: Plateforme Nationale Multisectorielle d'Informations pour la Nutrition
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	: Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RETPACI	: Réseau national des Agro – Transformatrices de Côte d'Ivoire
RIP – EPT	: Réseau Ivoirien Pour l'Éducation Pour Tous
SE- CONNAPE	: Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le Développement de la Petite Enfance
SODEFOR	: Société pour le Développement des Forêts
SODEXAM	: Société en Charge de L'Exploitation du Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UFHB	: Université Felix Houphouët Boigny
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

Liste des tableaux

Tableau 1 : Liste des acteurs par thématique et leurs rôles	9
Tableau 2 : Relations entre les acteurs des systèmes alimentaires	15
Tableau 3 : Relations entre les acteurs du développement humain	16
Tableau 4 : Relations entre les acteurs de l'environnement	16
Tableau 5 : Relations entre les acteurs du numérique	17
Tableau 6 : Répartition des besoins et des points d'attention par catégorie d'acteurs	18
Tableau 7 : Nature des besoins et leurs points d'attention par processus décisionnel	22

Liste des figures

Figure 1 : Réseau des relations entre les acteurs de l'écosystème des données probantes et des politiques de développement en Côte d'Ivoire

14

Listes des structures représentées à la concertation

Catégories d'acteurs	Acteurs – Institution
Systemes alimentaires	
Sphère politique / Administration pub.	SE-CONNAPE ADERIZ
Recherche	INPHB- CNRA- CSRS
Société civile	ANOPACI- APRICI
Autres acteurs	OCPV
Développement Humain	
Sphère politique / Administration pub.	MFFE/DPED
Recherche	Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Prof GOIN Bi Zambélé Théodore, Dr KOUACOU Anzian),
	IPCI (Prof Coulibaly Kalpy)
	UFHB (EBENEZER César Léonce KOFFI)
Société civile	Association Ivoirienne pour le Bien Être Familial (AIBEF)
	ONG Alliance Côte d'Ivoire
	Réseau Ivoirien des Organisations Féminines (RIOF)
Environnement	
Sphère politique / Administration pub.	SEP REDD+
	PNCC
Recherche	Prof DAO Daouda (CSRS)
Société civile	EcoClimate Vision (Représentation Pays)
Numérique	
Sphère politique	MTND
	ANSUT
Recherche	TALENTYS
	CNTIG

Catégories d'acteurs	Acteurs – Institution
Société Civile	Groupement des Opérateurs des TIC (GOTIC) Fédération Ivoirienne des PME (Service Socioéconomique et projets)
Structures transversales	
CAPEC	BECHO Isabelle Epse N'NDRI TIECOURA Tatin Brice Louis
INS	Semon N'GORAN
GAPP-CI	BOUAFFO Jérémie Mlle ESSO Yeble Marie Agnès
ENVAL4CHANGE	Dosso Ibrahim
Autres acteurs	Personnes ressources

À propos des auteurs



Prof Zamblé Théodore GOIN BI est sociologue de l'éducation, Maître de Conférences à l'Université Peleforo GON COULIBALY de Korhogo en Côte d'Ivoire. Ses travaux fondés sur les données probantes portent sur le système éducatif ivoirien, la gouvernance en éducation, les formes marginales d'éducation, la privatisation de l'éducation et l'analyse des politiques éducatives. En 2018, il fonde avec d'autres chercheurs l'Association Ivoirienne de Recherche en Éducation où il occupe actuellement le poste de Président du Conseil scientifiques. Il est auteur de plusieurs publications Scientifique et coauteur d'ouvrages collectifs.



MSc Narcisse KOUNATCHO est un socio-économiste, titulaire d'un Master 2 en Gestion de Projets Humanitaires et de Développement Durable. Spécialiste en Management de Projets, il a travaillé pendant 16 ans à la mise en œuvre de projets de développement ; y compris dans la définition, l'élaboration, la gestion des politiques, programmes ou projets de responsabilité sociétale, d'inclusion financière, de genre en Côte d'Ivoire, avec notamment 08 ans de travail dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il possède également de solides connaissances sur les approches de développement impliquant la dimension genre en général et surtout la participation citoyenne des populations aux processus de développement local et de changement de comportements.



MSc Ariel Hardy HOUESSO est titulaire d'un Master en agronomie. Il a plus de 10 années d'expériences dans les politiques de développement en Afrique de l'Ouest. Ses expériences abordent le suivi-évaluation et l'apprentissage, l'analyse de genre et des vulnérabilités sociales et l'analyse systémique du développement durable. Il est le spécialiste senior en valorisation et partage des connaissances de ACED et assure la co-gestion de l'Initiative du Centre d'Excellence Evidence Policy Action en Afrique de l'Ouest Francophone dans le cadre de l'initiative globale LEEPS.



Dr Rodrigue Castro GBEDOMON est un expert en science des données et un chercheur polyvalent, passionné par la mobilisation et l'utilisation des connaissances pour éclairer les politiques, les investissements et les pratiques. Il est le Directeur de la recherche et de l'apprentissage, et coordonnateur du Centre d'Excellence Evidence-Policy-Action. Il a précédemment coordonné le département de gestion des connaissances du groupe GE21, un réseau suisse d'experts agissant comme un think tank et un centre de compétences en politique environnementale.



Dr Fréjus Sourou THOTO est un économiste du développement, spécialisé dans l'économie agricole et les politiques de développement. Il est le Directeur Exécutif de ACED. Dr Thoto concentre plus de 10 ans d'expérience pratique et de recherche sur les questions liées aux comportements des acteurs économiques, à la dynamique entrepreneuriale dans le secteur agricole et à la formulation des politiques de développement.



Ir Diatou NDIAYE est une ingénieure agronome diplômée de l'Institut Polytechnique UniLaSalle (France) et titulaire d'un Bachelor en International Food Chain Management de l'Université des Sciences Appliquées Aeres (Pays-Bas). Elle a intégré le secteur de la recherche agricole en 2018, travaillant sur des approches pluridisciplinaires qui allient les aspects agronomiques aux sciences sociales. Passionnée par la valorisation des résultats de recherche, aujourd'hui, elle est responsable des activités opérationnelles liées au partenariat LEEPS et au Centre d'Excellence Evidence Policy Action au sein de l'IPAR.



Dr Amadou GUEYE détient un Doctorat unique en Sciences de l'Environnement. Il est membre de la task force du Cabinet du Ministre de l'Hydraulique et l'Assainissement du Sénégal. Depuis 2022, Dr Gueye est Chercheur à IPAR et acteur clé dans les progrès récents de l'écosystème des données probantes concernant l'assainissement dans plusieurs pays francophones d'Afrique de l'Ouest à travers le projet WASPA, dont il est le coordonnateur. Il assure également la coordination du partenariat LEEPS et du Centre d'Excellence au sein de IPAR.



Dr Laure TALL, chercheuse en agroécologie, est Directrice de Recherche à l'IPAR au Sénégal, spécialisée dans cinq thématiques principales : transformation agricole, migration des jeunes, changements climatiques, Objectifs de Développement Durable (ODD), et gouvernance des ressources naturelles. Elle a dirigé le Laboratoire National de Recherches sur les Productions Végétales et co-dirigé le Laboratoire Mixte International sur l'Intensification écologique des sols cultivés en Afrique de l'Ouest. Diplômée de l'université de Montréal, sa thèse porte sur les transformations microbiennes de l'azote dans les grandes rivières.



Dr Cheikh Oumar BA est un socio-anthropologue et actuel Directeur exécutif de IPAR. Il joue un rôle remarquable dans la participation de la société civile au dialogue politique national et sous-régional. Il a une expérience importante dans la communication politique et la valorisation des messages et leçons tirées des études scientifiques. Avec IPAR, il a pu nouer des partenariats avec plusieurs structures publiques et des partenaires dans le domaine de l'emploi des jeunes, de la migration, du développement agricole, et des changements climatiques.



Remerciements

Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude envers toutes les personnes ayant contribué à la concrétisation de cette cartographie. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les participants aux divers travaux de concertation tenus dans chacun des pays et les acteurs clés qui se sont prêtés à nos entretiens, pour leur collaboration précieuse et leur disponibilité.

Nous tenons également à manifester notre reconnaissance envers l'intégralité de l'équipe de ACED et IPAR pour leur coopération exemplaire et leur assistance.

Par ailleurs, nous exprimons notre sincère gratitude envers le Centre de recherche pour le développement international du Canada (CRDI), la Fondation William & Flora Hewlett (HF), la Fondation Robert Bosch (RBSG), et Results for Development (R4D) pour leur appui financier et technique.



Centre Africain pour le Développement Équitable

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) est un centre de réflexion et d'action qui favorise le développement équitable en Afrique (notamment francophone) à travers la promotion de la production et de la valorisation des données probantes, l'appui aux politiques de développement, et la mise en œuvre des actions au profit des communautés.

Abomey-Calavi, Bénin
+229 693 621 21
www.acedafrica.org
contact@acedafrica.org



Initiative Prospective Agricole et Rurale

L'IPAR est un Think Tank basé à Dakar, dont la mission est de contribuer au processus de développement économique et social du Sénégal et de la sous-région par la création d'un espace d'échanges et de débat adossé sur une recherche stratégique et prospective rigoureuse, connectée aux préoccupations des décideurs et des populations à la base.

Sénégal
www.ipar.sn



Learning together to advance Evidence and Equity in Policymaking to achieve the SDGs (LEEPS)

Le LEEPS vise à promouvoir l'élaboration de politiques équitables et inclusives fondées sur des données probantes pour contribuer à atteindre les ODD et à améliorer les conditions de vie en Afrique subsaharienne.

